

STOCAMINE

Le collectif Destocamine indigné

Le collectif Destocamine s'est déclaré « indigné » par la décision du ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, de ne pas relancer le destockage des 42 000 tonnes de déchets enfouis à Wittelsheim.

« Comment comprendre cette décision, sinon comme une provocation alors qu'une jeunesse soucieuse de son avenir se mobilise en Alsace et outre-Rhin ? », interroge le collectif Destocamine, au lendemain de la confirmation – sans grande surprise – par le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu de ne pas lancer de nouvelles opérations de déstockage sur le site de Stocamine à Wittelsheim.

Selon le collectif, « de l'exaspération à la révolte, il n'y qu'un pas que le gouvernement semble prêt à voir être franchi ».

« Quel mauvais signal de la part du gouvernement qui tente aujourd'hui de persuader l'opinion de sa volonté d'agir pour l'avenir à travers son plan de planification écologique. Sacrifier la nappe phréatique et l'avenir de notre région pour une cité muséale, quel cynisme, quelle indécence ! », poursuit Destocamine qui appelle à un rassemblement, samedi à midi devant la mairie de Wittelsheim, pour exiger « un déstockage total et immédiat » de tous les déchets.

■ Antoine Homé scandalisé

Le maire socialiste de Wittelsheim, Antoine Homé, est dans le même ton. Condamnant « fermement cette décision dangereuse qui aura des conséquences graves pour notre environnement et notre accès à l'eau potable », il assure que « le combat continue pour un déstockage total ».

■ Fabian Jordan rassuré

Fabian Jordan est d'un avis contraire. Le président de l'agglomération mulhousienne est sur la même longueur d'onde que le ministre. Il a trouvé que Christophe Béchu « maîtrise véritablement ce dossier. Et l'État n'est plus dans une pos-



« Sacrifier la nappe phréatique et l'avenir de notre région pour une cité muséale, quel cynisme, quelle indécence ! », s'indigne le collectif Destocamine. Archives L'Alsace/Vincent VOEGLIN

ture descendante », dit-il se félicitant d'une réelle concertation avec les élus locaux. « J'ai demandé des engagements fermes sur la réversibilité, quand la technologie la rendra possible », et obtenu de pouvoir « faire des propositions concrètes quant à la reconversion du site et de l'ensemble du bassin potassique, actuellement en souffrance ».

Fabian Jordan évoque un pôle muséal en plusieurs sites, avec comme partenaires pour cette reconversion l'État, la région, la Collectivité européenne d'Alsace et Mulhouse Alsace agglomération notamment. « On attend maintenant que tout soit mis par écrit et concrétisé par la loi de finances. » Fabian Jordan est aussi confiant sur ce point : « Le ministre viendra l'annoncer sur place, d'ici quelques semaines, en octobre ou novembre, je pense. »

■ Frédéric Bierry entre deux eaux

Dans un long communiqué, Frédéric Bierry, le président de la Collectivité européenne d'Alsace, « regrette que le temps passé en atermoiements par l'État, depuis plus d'une vingtaine d'années,

aboutisse à ce type de décision unilatérale. Il aurait été possible de déstocker l'ensemble des déchets si l'État avait traité le sujet avec la diligence et les moyens nécessaires il y a quelques années. » Mais le patron de la CEA ajoute que « contrairement à ses prédécesseurs désireux de clôturer à la fois le dossier et le site minier, le ministre admet désormais que l'ennoyage de la mine doit être suivi précisément et que des solutions robotisées ne seront plus hors de portée dans quelques années ». « Il valide donc notre demande de réversibilité du stockage. Il est prêt à engager l'État sur le plan foncier, technique et financier pour une telle perspective, indépendamment du confinement qu'il impose aux MDPA à court terme. »

Considérant que « la confiance avec l'État ne se reconstruira pas sur une simple déclaration », Frédéric Bierry attend que les engagements du ministre figurent noir sur blanc dans un document public avec « des garanties formelles sur les financements nécessaires à l'opération de déstockage total de déchets ».

Laurent BODIN et Michèle MARCHETTI